

Fruits et légumes bio. Haro sur les serres chauffées

Frédérique Le Gall

Va-t-on autoriser les maraîchers bio à chauffer leurs serres pour pouvoir produire fruits et légumes hors saison ? Le débat fait rage dans le monde agricole. Pour la Fédération nationale de l'agrobiologie, qui a lancé une pétition, c'est un non-sens environnemental.



Nolwenn Viro, le président d'Agrobio 29, maraîcher à La Roche-Maurice, cultive 63 légumes différents dans ses serres bio. Photo Frédérique Le Gall

Le 11 juillet prochain, le Comité national d'agriculture biologique (CNAB) devrait se prononcer sur l'interdiction du chauffage des serres pour la production de fruits et légumes hors saison. Le vote de cet organisme, qui est rattaché à l'Inao (Institut national de l'origine et de la qualité qui dépend du ministère de l'Agriculture), a été par deux fois reporté, tant le débat entre ceux qui veulent interdire le chauffage et ceux qui veulent l'autoriser est vif. Un débat qui oppose deux visions différentes de l'agriculture bio, sur fond de marché très porteur, donc très convoité.

« Une incohérence »

Aujourd'hui, tous les producteurs bio de l'Union européenne doivent se plier aux exigences d'un cahier des charges. Outre l'interdiction des produits chimiques de synthèse, celui-ci impose le respect des cycles naturels de production et une « utilisation responsable de l'énergie ». Pour autant ce cahier des charges n'interdit pas le chauffage des serres. Or, selon une étude de l'Ademe, une tomate produite en France sous serre chauffée est responsable de quatre fois plus de gaz à effet de serre que qu'une tomate importée d'Espagne, et

huit fois plus qu'une tomate produite en France en saison. Cette « incohérence » est pointée depuis longtemps déjà par la Fédération nationale des agriculteurs biologiques et le Synabio, le syndicat des entreprises bio. Mais ces deux organismes sont vraiment montés au front en juin 2018 et ont demandé d'interdire formellement cette pratique lorsqu'ils ont appris que des projets importants de conversions bio en serres chauffées se montaient, notamment en Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire. Soutenus par le réseau Action climat, la fon-

dateur Nicolas Hulot et Greenpeace France, ils en appellent aujourd'hui à la mobilisation citoyenne contre « l'industrialisation du bio », et ont lancé une pétition en prévision de ce vote crucial.

38 projets de conversion

« Comme la demande en bio se développe, on voit de plus en plus d'opérateurs conventionnels s'y intéresser. Pour nous, c'est une victoire. Mais la tendance chez ces acteurs est de profiter de cette incohérence pour appliquer à la bio les mêmes méthodes de travail

que dans le conventionnel. Bien qu'ils aient épuisé leur système, ils ne veulent pas sortir de leur schéma », se désole Arnaud Daligault, maraîcher bio à Montreuil-le-Gast, en Ille-et-Vilaine, et président du groupement de producteurs Agrobio 35.

Selon le maraîcher breton, il y aurait actuellement 38 projets de conversion de ce type en France dont une dizaine dans le Finistère. Les bio « historiques » s'en inquiètent. Car si le chauffage des serres se généralise, il pourrait remettre en cause la confiance des consommateurs dans ce label et rompre l'équilibre du marché. « Si les consommateurs se tournent massivement vers l'agriculture bio, c'est qu'elle leur apporte des garanties de saisonnalité et de faible impact sur l'environnement », insiste Arnaud Daligault. « Si on plante en saison, on n'a pas besoin de chauffage. De plus, quand on accélère trop une plante, cela se ressent au niveau gustatif », commente, de son côté, Nolwenn Viro, président d'Agrobio 29 et maraîcher à La Roche-Maurice (29).

Du côté des organismes implicitement visés par les agrobiologistes de la FNAB, comme Prince de Bretagne, on se fait discret. Chez Savéol, Pierre-Yves Jestin, le président de la coopérative, regrette qu'on oppose les systèmes de production et défend le chauffage. « En bio ou en conventionnel, pour faire de la qualité sous serre et avoir des cultures plus saines, le chauffage est nécessaire. Nous en sommes tous convaincus. L'important est de trouver les modes de chauffage les plus vertueux. Ce sont les travaux que nous menons chez Savéol ». Pierre-Yves Jestin évoque aussi la concurrence des importations : « Le consommateur acceptera-t-il que des tomates belges ou hollandaises bio, produites sous serres chauffées, soient importées en France ? »